

ProfilSup

L'ÉCONOMIE AUX CONCOURS ADMINISTRATIFS

CONSTATS, THÉORIES,
PRÉCONISATIONS

Catégories
A et A+

Analyses et actualité économiques
Textes et graphiques
Méthodologie et conseils

Adrien Vitse



Préambule

Intérêt de cet ouvrage

L'intérêt de cet ouvrage est de faciliter le travail de préparation à l'épreuve de la dissertation d'économie aux concours administratifs, qui est particulièrement difficile car :

■ 1. les programmes sont extrêmement vastes.

Il est donc indispensable, en fonction de son niveau de connaissances initial et de ses objectifs, de **hiérarchiser** ce que l'on va lire, apprendre, travailler. Il faut d'abord commencer par les connaissances les plus importantes et donc qui ont plus de chances d'être mobilisables dans une dissertation. C'est d'autant plus essentiel qu'un élément de cours ne peut jamais être mobilisé sans être intégré à une argumentation cohérente, **le risque majeur étant de mettre le sujet au service des connaissances acquises en cours d'année, alors qu'au contraire ces connaissances doivent être mises au service du sujet**. Des polices spécifiques aident à hiérarchiser l'apprentissage, notamment avec des petits caractères pour les points plus secondaires et/ou plus techniques, qui peuvent être étudiés dans un second temps voir mis de côté en fonction de vos objectifs, et des concours que vous passez.

■ 2. les manuels universitaires, plus théoriques et utilisant beaucoup la formalisation mathématique, ne sont en général pas adaptés au format de l'épreuve.

C'est pourquoi cet ouvrage divise le programme en **16 dossiers, en distinguant les faits stylisés, ainsi que les concepts et mécanismes économiques**, indispensables à connaître. Ces dossiers, à part les deux premiers dossiers qui ont une dimension presque introductive, sont construits avec des parties qui suivent globalement le schéma de la dissertation d'économie : **constat – théories – préconisations**.

Beaucoup d'arguments étant mobilisables dans plusieurs thèmes, il y a dans chaque dossier des renvois aux autres dossiers pour que les liens entre les thèmes soient plus facilement faits. Cela vous aidera dans l'analyse des

sujets et dans la hiérarchisation des arguments les plus importants. Par ailleurs, les concepts qui reviennent le plus souvent sont explicités dans un glossaire en fin d'ouvrage et marqués d'une astérisque dans le texte.

■ **3. les sujets nécessitent toujours de bien connaître l'actualité, de mobiliser l'analyse économique récente et de savoir lire et analyser la documentation économique.**

Les dossiers comprennent de **nombreux extraits d'articles, de rapports, d'extraits d'ouvrage, de graphiques**, pour familiariser le lecteur avec le contenu des dossiers documentaires qui accompagnent les sujets de dissertation ou les notes de synthèse, et avec le vocabulaire, le mode de raisonnement des économistes.

■ **4. enfin, les candidats doivent toujours formuler des préconisations de politique économique, parfois sur des sujets techniques et/ou vecteurs de vifs débats politiques.**

C'est pourquoi une large place est laissée aux **préconisations de politique économique**, le plus souvent constituées d'extraits de rapports ou de notes. Le nombre parfois important de ces préconisations permet au lecteur de voir celles qui reviennent fréquemment dans les différents dossiers (et qu'il est donc « rentable » d'apprendre), et de choisir celles qui lui conviennent le plus. Les citations d'institutions comme le CAE (Conseil d'analyse économique) donneront par ailleurs plus de crédibilité à vos préconisations. La liste de ces préconisations présentées n'est bien sûr pas exhaustive, et un candidat n'est pas obligé de ne faire que des préconisations consensuelles. Néanmoins, dans le cadre des concours administratifs, plus une préconisation est iconoclaste, plus il faut être rigoureux et précis dans l'argumentation.

Conseils pour la préparation

Le contenu pédagogique de cet ouvrage est inutile sans un travail efficace. Si le fichage peut être utile, l'essentiel de votre travail doit consister en **une mise en activité** : construction de problématiques et de plans détaillés à partir d'un sujet, rédaction de paragraphe ou d'une dissertation complète... Réussir un concours nécessite en effet, outre les connaissances disciplinaires, d'acquérir une bonne expression écrite (orthographe, syntaxe, phrases courtes et claires), en évitant les formulations journalistiques et/ou peu nuancées, et d'avoir une maîtrise suffisante de l'abstraction pour formuler une problématique et rédiger des titres de parties à la fois généraux et « thétiqes », c'est-à-dire qui expriment l'idée défendue dans de la partie correspondante (si possible sans phrase trop longue pénible à lire pour le correcteur !). Toutes ces compétences nécessitent de l'entraînement pour être acquises, la lecture d'ouvrages et de bonnes copies ne suffit malheureusement pas, tout comme regarder un bon conducteur ne suffit pas pour apprendre à conduire !

Format et méthodologie de l'épreuve de dissertation d'économie

Je vous déconseille de commencer l'épreuve en juxtaposant au brouillon les connaissances, théoriques ou factuelles, qui vous semblent liées au sujet, pour ensuite tenter de les organiser, et finir par la rédaction de l'introduction et du développement. En faisant cela, vous risquez de produire une copie aux défauts classiques : une introduction qui commence par des idées qui partent dans tous les sens, puis au moment de rédiger la problématique, un « Ainsi » mystérieux pour le correcteur qui suffit comme par magie à donner en lui-même une cohérence à cette introduction ; une formulation très vague de la problématique ; des titres ou des chapeaux de parties obscurs ; des parties et des paragraphes « fourre-tout », constitués d'une juxtaposition de connaissances sans fil directeur.

À l'inverse, je vous conseille, pendant le temps de l'épreuve, de commencer avant tout (et surtout avant de noter fébrilement sur le brouillon tout ce qui vous passe par la tête !) par l'analyse des enjeux du sujet du point de vue théorique et surtout des éléments d'actualité auxquels il renvoie. C'est ce qui vous permettra de construire une problématique qui explicite réellement le sujet là où la plupart des candidats se contentent de le reformuler de manière plus ou moins adroite.

Les enjeux du sujet précisés, arrive la deuxième étape : la construction du plan. Dans les concours administratifs, le plan type est le suivant :

- I.1. Les faits stylisés essentiels qui découlent de l'analyse des enjeux du sujet (un fait stylisé est une généralisation d'observations empiriques, par exemple « les gains de productivité ont diminué dans les pays développés ») ;
- I.2. Les différentes interprétations théoriques de ces faits ;
- II.1. Les politiques économiques menées en réaction à ces faits et leurs limites ;
- II.2. Les préconisations de politiques économiques.

Appliquer ce plan type sans la première étape est néanmoins dangereux : sans le fil directeur issu de la problématique, cette structure apparaîtra comme artificielle et sans cohérence.

Par ailleurs, en fonction du sujet, le plan type devra parfois être adapté : la fluidité, la cohérence et la clarté du plan ne doivent jamais être sacrifiées. La lecture – vivement recommandée – des bonnes copies disponibles en ligne est à ce titre éclairante : si la grande majorité suivent le plan type, certaines s'en affranchissent, et dans tous les cas le plan type est masqué par des titres ou des chapeaux de parties « thétiques », c'est-à-dire qu'ils donnent au correcteur une idée claire de ce qu'il va lire à l'intérieur (il ne faut pas écrire

comme titre du I.2. « La théorie économie explique le retour de l'inflation par différents facteurs » mais par exemple « ce retour de l'inflation s'explique par des causes conjoncturelles mais aussi par des facteurs potentiellement durables »).

Une fois les grandes lignes du plan déterminées, celui-ci va être enrichi par les connaissances, qui s'inscriront alors dans des parties et des sous-parties dont les titres ou les chapeaux ne peuvent être théétiques que si la partie est cohérente (avec des arguments liés logiquement entre eux), et avec des paragraphes eux-mêmes cohérents, qui commencent par l'argument général (la première phrase de chaque paragraphe résumant en général l'ensemble du paragraphe), puis qui explicitent cet argument pour enfin l'illustrer (c'est la logique AEI : argument-explicitation-illustration). **Chaque partie du raisonnement doit être emboîtée dans une argumentation d'ensemble fluide, soutenue par un fil directeur qui doit apparaître clairement au correcteur.**

En pratique, surtout si on débute en économie, il faut faire des allers-retours entre ces 3 étapes : en détaillant son plan, on peut se remémorer un argument essentiel pour le sujet qui oblige à revoir sa problématique et le plan. Dans cette perspective, le dossier documentaire qui accompagne dans certains concours (INSP, INET, etc.) le sujet est utile à la fois pour analyser le sujet (une première lecture en diagonale permettant de vérifier si on n'a pas oublié un enjeu important du sujet) et pour développer l'argumentation et l'illustrer, notamment via les données statistiques.

Pour conclure : suivez l'actualité !

Un suivi régulier de l'actualité économique (mais aussi politique, sociale, géo-politique...) est indispensable. Cela vous aidera à comprendre les enjeux d'un sujet, et donc à problématiser. Cela vous permettra d'actualiser vos connaissances, très vite dépassées dans un monde particulièrement changeant. Cela cultivera votre sens de la nuance et de la complexité, essentiel pour éviter les maladresses dans une copie, et aussi votre intérêt pour l'économie, une discipline passionnante, qui permet à la fois de comprendre des mécanismes importants de notre monde tout en développant le plaisir de changer d'avis, d'être régulièrement surpris par la réalité. Les citations du philosophe Henri Maldiney, « le réel, c'est toujours ce qu'on n'attendait pas », ou de Lacan, « le réel, c'est quand on se cogne », s'appliquent particulièrement bien à l'économie ! Donc au-delà d'un apprentissage nécessairement utilitariste dans le cadre de la préparation aux concours, soyez curieux !

Introduction : Les enjeux de la croissance

- La croissance permet de créer un surplus distribuable :

« Composition et répartition du surplus distribuable en France depuis la crise » (DG Trésor, janvier 2017) :

L'analyse du surplus distribuable traite de la manière dont sont partagés les fruits de la croissance. Le surplus distribuable est la part de la croissance du PIB disponible pour améliorer la rémunération réelle des facteurs de production. C'est donc la part de la croissance qui ne sert pas à rémunérer l'accroissement en volume des facteurs de production. Ce surplus est constitué des gains de productivité (voir le dossier 3) et de l'évolution du prélèvement opéré par le reste du monde, au travers des variations des termes de l'échange.

Le surplus distribuable est réparti entre les salariés et les non-salariés, via des évolutions des rémunérations horaires, et les détenteurs du capital, via des évolutions de la rémunération du capital.

Sur longue période, le surplus distribuable a fortement diminué en moyenne, principalement en raison du ralentissement de la productivité.

- Par ailleurs, selon Benjamin Friedman, dans *The moral consequences of economic growth* (2006), les valeurs démocratiques sont en danger sans croissance, car sans idée de progrès social, les tendances au repli sur soi sont exacerbées.

Il écrit :

« Le simple fait d'être riche n'empêche pas une société de se replier dans la rigidité et l'intolérance une fois que suffisamment de citoyens perdent le sentiment qu'ils avancent. »

Comment la favoriser sur le long terme ?

I. La production et sa mesure

I.1. Qu'est-ce que la production ?

La production désigne à la fois l'action de produire des biens (matériels) et des services (immatériels, en général non stockables), et le résultat de cette action, exprimé en quantités physiques ou en valeur monétaire. Il faut donc se déprendre du préjugé mercantiliste assimilant la richesse à la possession de monnaie.

On distingue usuellement la production marchande, réalisée pour être vendue sur un marché, et la production non marchande, qui est fournie gratuitement ou alors à un prix non significatif, c'est-à-dire inférieur à la moitié du coût de production. Cette production non marchande est essentiellement réalisée par les administrations publiques, qui procurent des services à la population en les finançant grâce aux prélèvements obligatoires, et par les institutions sans but lucratif au service des ménages – associations culturelles ou sportives, etc. –, appelées aussi administrations privées.

1.2. La mesure de la production

La production d'une entreprise est mesurée par ce que l'on appelle sa valeur ajoutée*. Elle se calcule en soustrayant les consommations intermédiaires (biens et services utilisés par l'entreprise pour produire et qui sont détruits ou transformés lors du processus de production, par exemple l'énergie ou les matières premières) du chiffre d'affaires (la quantité de produits vendue multipliée par le prix de vente). La variation des stocks est également prise en compte : si ces derniers augmentent, cela accroît la valeur ajoutée.

À l'échelle d'un pays, l'indicateur de la production est le produit intérieur brut (PIB). Le PIB se calcule en faisant la somme des valeurs ajoutées des agents économiques présents sur le territoire. On y ajoute la TVA, les droits de douane, et on retranche certaines subventions. Le PIB comprend également la production non-marchande (qui est à 98 % produite par les administrations publiques), évaluée par convention par les coûts de production des administrations publiques, en grande partie constitués par les rémunérations des fonctionnaires.

Le PIB est l'indicateur utilisé pour calculer la croissance économique. Celle-ci se mesure en calculant un simple taux de variation entre le PIB de l'année 1 et le PIB de l'année 2 :

$$\frac{(\text{PIB de l'année 2} - \text{PIB de l'année 1}) \times 100}{\text{PIB de l'année 1}}$$

On obtient alors la croissance nominale*, car l'effet de l'augmentation des prix n'a pas été éliminé. Ainsi, un taux de croissance nominale de 3 %, avec une inflation de 3 %, ne correspond pas à une réelle augmentation de la production.

Pour mesurer la croissance réelle* – on dit aussi en volume – il faut « déflater », c'est-à-dire calculer le PIB à prix constants à partir du PIB à prix courants et de l'indice des prix. Pour calculer l'indice de la production en euros constants pour chaque année, on fait :

$$\frac{\text{Indice de la production en euros courants} \times 100}{\text{Indice des prix}}$$

Quand la croissance diminue, la production ne diminue pas, elle augmente moins vite.

Quand la croissance est négative, alors la production diminue (plus de 2 trimestres, on parle de récession, un phénomène assez rare en France, observé en 1974, 1992, 2008, et 2020).

Le PIB permet d'évaluer le niveau de vie (la quantité de biens et services qu'un ménage peut consommer), à travers le PIB par habitant, en PPA (parité de pouvoir d'achat) pour les comparaisons internationales.

1.3. Les imperfections de la mesure de la production

Les principales limites du PIB comme indicateur sont :

- Le PIB est un flux, et non un stock, il ne mesure la production d'un pays que sur un an. Il n'évalue donc pas la production passée, le patrimoine du pays. C'est pour cela que si une catastrophe naturelle – ou les conséquences d'une guerre – peut augmenter le PIB à cause des reconstructions nécessaires, cela ne veut pas dire que le pays est plus riche, puisqu'une partie de son patrimoine a été détruite.

- Toute une partie de la production n'est pas comptabilisée. C'est le cas en premier lieu de la production domestique (ménage, jardinage, bricolage), d'où la fameuse formule de Pigou : « *Quand un homme épouse sa cuisinière, il fait baisser le PIB* ». La croissance des pays en développement, où une grande partie de la production est non monétaire, est donc sous-évaluée. L'économie souterraine, par définition, n'est pas non plus comptabilisée. Or, le travail au noir ou le commerce illégal comme le trafic de drogue représentent dans certains pays des montants considérables.

- Les externalités* négatives de la croissance ne sont pas prises en compte.

Les effets négatifs de la croissance sur l'environnement ne sont pas mesurés par le taux de variation du PIB. Au contraire, on observe une corrélation entre croissance économique et croissance des émissions de dioxyde de carbone responsable du réchauffement climatique (voir dossier 11), et la destruction de forêts vierges pour vendre du bois contribue à l'augmentation du PIB.

- Le taux de croissance du PIB est un indicateur quantitatif qui ne correspond pas toujours à une amélioration de la qualité de vie des individus.

Tout d'abord, une augmentation du PIB ne se traduit pas toujours par une augmentation du revenu par habitant si la croissance démographique est supérieure à celle du PIB.

Ensuite, même si le PIB par habitant augmente, cet indicateur n'est qu'une moyenne qui ne donne aucune information sur la façon dont la richesse produite est répartie. Une croissance forte peut ainsi bénéficier uniquement à une minorité, laissant la majorité de la population dans la pauvreté. C'est

le cas en particulier pour certains pays bénéficiant de ressources naturelles importantes, comme le pétrole.

Enfin, le PIB par habitant permet de mesurer le niveau de vie des habitants d'un pays, c'est-à-dire la quantité de biens et de services qu'ils peuvent se procurer – augmenter le pouvoir d'achat, c'est avant tout augmenter la croissance économique –, mais il n'évalue pas leur mode de vie, en particulier leur temps disponible, la qualité de leurs relations sociales, etc. Évidemment, plus un pays produit de la richesse, plus il est capable d'assurer à ses habitants éducation, soins médicaux, etc., ce qui fait du taux de croissance un indicateur essentiel pour évaluer le niveau de développement d'un pays ; néanmoins, cette relation n'est pas automatique.

○ D'autres indicateurs ont donc été développés :

L'épargne nette ajustée est calculée comme l'épargne brute, moins la consommation de capital fixe (dépréciation du capital économique), plus les dépenses d'éducation (consommations requalifiées en investissement en capital humain), moins les dommages aux actifs naturels (dépréciation du capital naturel).

Existent aussi : indice de développement humain (IDH), indice de pauvreté humaine (IPH), indicateur sexo-spécifique du développement humain (ISDH), indice de santé sociale (qui tient compte de multiples données comme l'accès au logement ou le nombre de délits violents), etc.

II. Les politiques de croissance

Nous ne traiterons ici que les politiques visant à augmenter le niveau général de croissance potentielle. Les politiques sectorielles (politique industrielle, politique de l'emploi, etc.) seront étudiées plus tard, ainsi que les politiques spécifiques aux pays émergents.

De même, les politiques conjoncturelles (monétaires et budgétaires) seront étudiées ultérieurement.

- Au niveau mondial, il est prioritaire de développer l'investissement* :
 - en infrastructures de transport, d'énergie, de télécommunications, d'eau, autant d'investissements dont dépend leur croissance à long terme (ainsi que la qualité de vie de leurs citoyens).
 - en capital humain*

Aghion, Askenazy, Boursès, Cette et Dromel (2009) ont évalué l'impact de l'éducation et des rigidités sur le marché des produits (concurrence, barrière à l'entrée) et du travail (contrats rigides) sur la croissance potentielle. Selon leur étude, le niveau d'éducation est d'autant plus important que le pays est proche de la frontière technologique*. Pour les pays proches de la frontière, l'éducation a un effet près de deux fois plus important que les rigidités. Cela se comprend théoriquement aussi : plus le pays est proche de la frontière, plus il doit repousser la frontière pour croître, et l'innovation est directement liée à la qualité de l'éducation.